

# L'escargot qui flotte



## bulletin de l'A.D.H.F. - F. Fédération des Associations de Défense de l'Habitat Fluvial

Juin 1990

Après une longue interruption, revoilà  
L'ESCARGOT QUI FLOTTE qui, profitant des  
beaux jours, tente de reprendre le flot.

### Assemblée générale

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ADHF SE TIENDRA LE 14 SEPTEMBRE 90  
DANS UN LIEU QUI RESTE A DÉTERMINER.

La situation générale de l'habitat  
fluvial, notamment en région parisi-  
enne, évolue vers une "normalisation"  
impitoyable. Le flou dans lequel nous  
nous trouvons fait l'objet de mises  
au point qui placent nos bateaux en  
ligne de mire.

La précarité du stationnement, voire  
même de l'existence s'accroît pour  
les bateaux en situation irrégulière  
et nous sommes, à en croire les auto-  
rités, nombreux dans ce cas.

De plus, nous sommes menacés, par  
contre coup, de mesures frappantes  
différents domaines dont nous rele-  
-vons: vignette fluviale, impossibilité  
de cession en cas d'amendes non réglées  
(contraventions, astreintes), etc...

La régularisation des situations se  
fera, on peut le craindre, à prix d'or,  
mettant en grave difficulté nombre de  
pénichards.

---

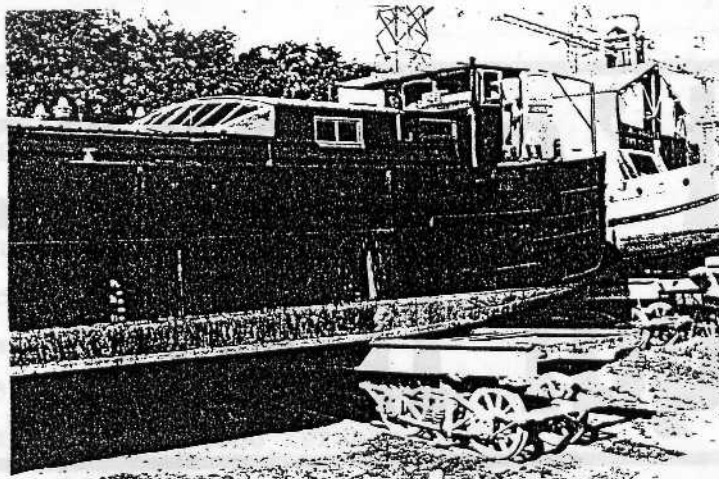
PLUS QUE JAMAIS, LES ASSOCIATIONS ET  
L'ADHF ONT UN RÔLE À JOUER!

---

Lors du conseil d'administration du 06 avril dernier, un point du stationnement (en ce qui concerne les associations présentes) a pu être effectué:

Beaucoup de bateaux restent non autorisés, souvent faute de renouvellement des autorisations, nous avons recensé une quinzaine de bateaux poursuivis, et des zones en difficulté:

Conflans ste Honorine, Puteaux, et Paris (Quai de Grenelle, quai Conti, Quai St Bernard, Solférino).



#### A CONFLANS...

La réalisation d'un port fluvial est projetée, menaçant Conflans, mais aussi Andrésy et Maurecourt. Ce projet fait partie d'un vaste plan d'ensemble pour l'aménagement des berges de l'Ile de France. 60 places prévues pour 180 bateaux! L'association locale -le BAC- appuyée par les riverains, s'est opposée au projet mené par les services de la navigation, qui, en outre, s'appuyait sur des cartes périmées. Grâce à une action auprès de la commission des sites, le dossier a pu être bloqué.

60 places à Conflans, cela veut dire 120 bateaux laissés pour compte à qui ne restera que la fuite vers la province ou les sablières, ou le déchirage.

#### A PUTEAUX...

14 bateaux stationnent en zone rouge depuis 3 ans. L'un d'entre eux a été "choisi" et condamné à évacuer le domaine public fluvial, ce qui, dans l'histoire des poursuites représente une première. Seules solutions: un accord de stationnement venant de la mairie et un recours en Conseil d'Etat. Cette décision peut se révéler très dangereuse pour tous les bateaux poursuivis car, quel que soit l'emplacement occupé, ou même en déplacement, l'astreinte continue à courir. Cette condamnation pose le problème de l'existence même des bateaux non autorisés et de leur droit à circuler. Où veulent-ils en venir?

Détruire tous les bateaux non autorisés, les parquer en fourrière ou dans des "mouroirs" privés?

#### A PARIS.....

Paris devient une zone de stationnement précaire. Voilà 5 ans, la commission Grégoire, sous la pression de l'ADHF, acceptait le principe de la publication des cartes des zones de stationnement. Pourtant, jamais nous n'avons pu avoir connaissance des cartes de Paris. Les services de la Navigation annoncent 37 places autorisables à l'avenir, dans Paris, alors que 49 sont actuellement autorisés.

Qui devra partir?

Quai de Grenelle: plusieurs bateaux ont dû évacuer les lieux afin de laisser le champ libre au "Normandy". La tentation est grande pour le port de percevoir une redevance commerciale 5 fois plus élevée que celle d'un bateau-logement...

Quai Conti, Quai St Bernard: des menaces pèsent également sur cette zone de stationnement à propos de laquelle il y aurait un projet de reprise du quai pour créer un port d'escale.

Solférino: afin de permettre l'accostage du batobus, les péniches se sont déplacées de 50m, et pensent pouvoir gagner encore 30m en se serrant. Les propriétaires de bateaux logements stationnés à Solférino ont reçu une lettre leur enjoignant de quitter leur emplacement à compter du 01/09/1989. Ils y sont encore actuellement.

Cet exemple prouve, si cela restait à faire, que toute autorisation est précaire et qu'il convient de rester solidaire au sein des associations afin de faire front aux abus de pouvoir des collectivités locales et administrations et aux privilèges donnés aux intérêts commerciaux privés.

## TVA...

Dans le numéro d'Avril 83 de l'Escargot qui flotte", un article disait: "Non à la TVA". L'ADHF s'élevait contre l'application de la TVA sur la redevance de stationnement pour les bateaux autorisés dans les zones gérées par le Port Autonome de Paris. Une procédure judiciaire fut engagée à l'époque par quelques membres courageux de l'Adhf; celle-ci vient d'aboutir: le conseil d'Etat, par un Décret du 18 décembre 1989, a décidé que la redevance due pour l'occupation du domaine Public Fluvial n'est pas soumise à la TVA (en ce qui concerne la R 1 tout au moins). Les possibilités de réclamer le trop perçu au P A P sont en cours d'étude.

## Le RENOUELEMENT DES AUTORISATIONS...

Ce renouvellement a souvent été l'occasion d'imposer à nos bateaux des impératifs techniques:

- Tirage à terre.

Le renouvellement des autorisations (pour 5 ans) serait subordonné à la visite d'un expert. On se demande toujours l'intérêt d'une telle visite, dans la mesure où le P A P n'est toujours pas capable de fournir la moindre indication sur la nature de ce contrôle.

Tous les 10 ans, un tirage à terre est exigé, avec une expertise (sondage).

- Fosses septiques et eaux usées:

Ces points restent d'actualité, mais le P A P ne peut actuellement proposer aucune solution technique. Une étude hydrologique est en cours et nous sera communiquée afin d'étayer ce dossier et de déterminer avec exactitude ce que représente la pollution causée par nos bateaux.

## POINT OFFICIEL DES PROBLEMES DE STATIONNEMENT par le service de la navigation:

Lors de la dernière visite de l'ADHF aux services de la navigation, ceux-ci ont communiqué leur "synthèse quantitative" concernant les bateaux autorisés, les bateaux non autorisés et les emplacements disponibles, occupés, et interdits.

Il ressort que l'adéquation offre-demande est:

- largement déficitaire au niveau de Paris intra-muros. 101 bateaux, dont 49 actuellement autorisés pour 37 emplacements, soit 2,7 Bateaux pour 1 place.

- très déficitaire pour la petite couronne. 404 bateaux dont 224 autorisés pour 314 emplacements, soit 1,3 bateaux pour 1 place.

- largement excédentaire en Ile De France. 600 bateaux dont 318 autorisés pour 1815 emplacements, soit 1 bateau pour 3 places...

Cette analyse permet aux services de la Navigation de tirer les conclusions suivantes: "La pression de la demande est forte effectivement dans Paris et les Hauts de Seine et à un degré moindre dans les autres départements de la petite couronne (Val de Marne, Seine St Denis) et partiellement dans l'Essonne.

Par contre, les zones non urbanisées de Seine et Marne, et des Yvelines où le nombre d'emplacements potentiellement autorisables est important ne présente aucune attractivité pour les demandeurs d'emplacements."

En ce qui concerne Paris, le "projet de plan de zones de stationnement en attente d'être adressé au Préfet de Paris prévoit la possibilité de 37 emplacements, c'est à dire 12 emplacements en moins par rapport au nombre de bateaux actuellement aux quais St Bernard et Solférino, du fait des orientations définies par le Ministre en matière de bateaux à passagers, et des dispositions envisagées par la Ville de Paris".



Afin de donner un peu "d'étoffe" à l'Escargot, nous avons pensé qu'il serait possible de lui donner pleinement son rôle de lien entre associations, en présentant celles-ci dans le bulletin.

Commençons ce qui sera, nous l'espérons, une série avec les ISSEENS FLUVIAUX.....

## Isseens fluviaux

18 - LES MOULINEAUX - BILLANCOURT. — Le Pont à Billancourt

Les berges d'Issy, le long du petit bras de la Seine, entre le pont d'Issy (début de l'île St Germain) et le Bas-Meudon, s'étendent sur presque 2 km sur presque 2 km, sont occupées par 36 bateaux logements (péniches et quelques pontons) et une vingtaine de voiliers et embarcations diverses.

L'occupation par des bateaux logements est fort ancienne à Issy (cf photo) et la plupart des bateaux sont là depuis plus de 10 ans. L'association a été créée en janvier 1984, et représente une petite majorité des bateaux occupés.

Dans le contexte actuel de la restructuration d'Issy, et particulièrement des quartiers riverains de la Seine (île St Germain, quai de Stalingrad nous sommes au coeur des travaux.

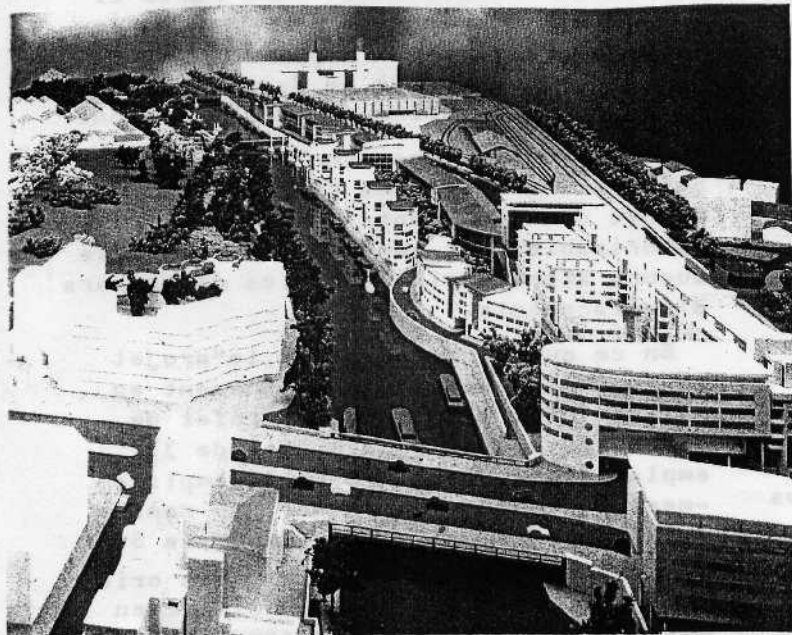


Les Moulineaux - Le Pont et les quais.  
Carte postale (1881 environ), Musée.

Un des objectifs de l'association était de se placer en interlocuteur de la mairie; nous avons sur ce point réussi: car nos relations avec la municipalité sont bonnes. Mr Santini, notre Maire, a précisé, lors de notre dernière entrevue qu'il tenait à conserver des bateaux logements à Issy. Cette position ne doit cependant pas masquer les problèmes qui vont se poser dans les années à venir. Actuellement, aucune autorisation n'a été renouvelée, bien qu'une quinzaine de bateaux aient bénéficié d'un emplacement officiel pendant des années. Les quelques endroits en zone rouge (ancien port, quais désaffectés) ne sont, ou ne seront plus justifiés; nous sommes donc en attente: à quelle sauce serons-nous accommodés?

Les projets sont fixés, mais pas encore financés. Il nous reste, avant le début des travaux 2 ou 3 ans de sursis.

Des solutions plus définitives pour le stationnement des bateaux sont à l'étude, nous pouvons participer au débat, notre chance étant de ne pas dépendre du Port Autonome, mais notre poids, face aux intérêts immobiliers en jeu, est bien faible.



Projet rive gauche Seine. petit bras  
Pont de BILLANCOURT et Seine Amont

## Vignette bateau l'année prochaine : 46F le mètre carré

Faire payer les usagers de la voie d'eau, c'était la décision prise le 17 janvier par le gouvernement pour sauver le réseau navigable. Sans perdre de temps, le ministère des transports a fait ses calculs et, on ne sait comment, il arrive au résultat de 46F le mètre carré de bateau de plaisance qui serait le taux annuel de la vignette... Les modes de taxation par région, par mois, par an, par éclusage ont été abandonnés comme trop compliqués et aboutissant à des iniquités. Il s'agit donc d'un forfait, quel que soit le type de bateau.

Le calcul est vite fait. Environ 500F pour un transportable de 6 mètres, 1.000F pour une vedette de 8 mètres, 2.000F pour un gros houbot de location. Les ba-

teaux logements ne sont pas exclus : il faudra payer 4.500F pour un hollandais moyen et 8.500F pour une Freycinet.

Cette taxation à la surface occupée sur l'eau est après tout logique, plus qu'une taxation à la longueur ou à la puissance. Elle a aussi le mérite d'être simple et calculable par tous. Les plaisanciers devront s'y résigner, observant que presque tous les pays étrangers connaissent également un droit d'usage des voies d'eau. Et en France, les bateaux immatriculés en mer ne paient-ils pas une taxe de francisation?

Cependant les organisations professionnelles comme le comité des armateurs fluviaux ou le syndicat des loueurs, ainsi que les quelques associations de prati-

quants devront se montrer vigilantes sur ces points :

◆ Qu'il s'agisse bien d'une redevance et non d'un impôt, c'est à dire de la contrepartie d'un service. Pas de service, par exemple fermeture prolongée d'un canal, redevance suspendue ou minorée.

◆ Que le produit de cette redevance (qui sera recouvrée par l'ONN) aille bien à l'entretien des voies navigables, et qu'un tour de passe-passe ne la transforme pas un jour en taxation non affectée.

◆ Qu'il n'y ait pas double emploi avec des droits qui peuvent être perçus localement sur les canaux concédés, ou avec des fonds de concours sollicités çà et là par la DDE précisément pour l'entretien du réseau. Payer un peu pour naviguer

sur le plus beau réseau du monde ne doit pas être choquant. Mais l'Etat de son côté doit être conscient qu'il transforme ainsi le plaisancier en consommateur et qu'il y aura des conséquences. Autant le plaisancier aventuré gratuitement dans ces fragiles monuments historiques que sont les petits canaux peut être indulgent sur l'horaire des écluses, l'envasement, la vétusté des équipements, la formation du personnel, autant le consommateur en voudra pour son argent, comparera, exigera, revendiquera, et risque de ne rien laisser passer. Le monde discret des canaux s'ouvre à l'esprit contemporain... Cette vignette bateau au mètre carré s'appliquera la saison prochaine, selon des règles à définir.

"FLUVIAL" mai 90

En réalité, la "décision prise le 17 janvier 1990" est un principe qui a été énoncé lors de ce Conseil des Ministres : faire payer tous les usagers pour l'entretien de la voie d'eau (Cf FLUVIAL mai-juin 1990, p 12).

Il ne s'agit donc pas d'un texte applicable immédiatement, mais des dispositions dans ce sens vont, à l'évidence être prises très prochainement.

Il est donc urgent de nous faire part de vos réactions de manière à ce que nous constituions un dossier et agissions avant l'adoption du texte définitif.

Nous avons d'ores et déjà demandé une entrevue au Ministère des Transports, car nous sommes évidemment les seuls usagers à ne pas avoir été consultés.

## pour l'esgargot qui flotte ;

faites parvenir dès maintenant vos articles, informations diverses, petites annonces à :

**Jacques Leplat**

Bateau Sainte-Geneviève II

228, quai de Stalingrad

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

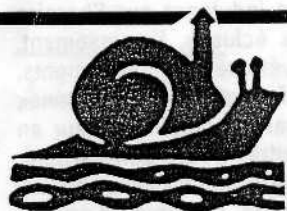
L'Association des AMIS DU CANAL DU NIVERNAIS organise un rallye fluvial sur le canal du Nivernais avec concentration nautique à CORBIGNY (Nièvre) les 11 et 12 août 1990. A cette occasion, de nombreuses animations sont prévues (concours, expos, musique etc..)

Pour toute information, et pour s'inscrire, contactez:

-Jo PARFITT, péniche Johanna, 89730 MAILLY LA VILLE tel 86 40 44 77

-Philippe BENARD, écluse 79, route de VAUX 89000 AUXERRE

-sur Paris: Christian DESCAMPS, tel 42 25 03 20 p479 (h b)



**A.D.H.E.F.**

## **Fédération des Associations de Défense de l'Habitat Fluvial**

COMPOSITION DU BUREAU 1989/1990

PRESIDENT	BERNARD SCHWEISGUTH BATEAU LUNE CHEMIN DE HALAGE 92190 MEUDON
VICES - PRESIDENTS	CHRISTINE GRUBER BATEAU MYKONOS CHEMIN DE HALAGE 94540 JOINVILLE
	SERGE CALVIER BATEAU NIL ADMIRARI LES TERRASSES AVENUE DU PONT 78700 CONFLANS STE HONORINE
TRESORIER	JACQUES LEPLAT BATEAU STE GENEVIEVE II 228 QUAI DE STALINGRAD 92130 ISSY LES MOULINEAUX
SECRETAIRES	CHRISTIAN DUGUET BATEAU L'EMILE 32 AVENUE DENFERT ROCHEREAU 94210 LA VARENNE ST HILAIRE
	MARTINE MAYOUTE BATEAU JOGAY LES MARINES RUE WALDECK ROUSSEAU 91100 CORBEIL ESSONNES

